

RCS : NANCY
Code greffe : 5402

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANCY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 00019
Numéro SIREN : 340 023 225
Nom ou dénomination : EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA EST

Ce dépôt a été enregistré le 25/06/2020 sous le numéro de dépôt 3773

EES - CLEVIA EST

5 AVENUE DES ERABLES

54180 HEILLECOURT


CERTIFIÉ CONFORME

Annexe aux comptes au 31/12/2019



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	43 528	41 947	1 581	4 149
Fonds commercial	123 847	23 058	100 789	100 789
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 034	11 357	11 677	13 980
Installations techniques, matériel, outillage	161 870	83 286	78 584	72 550
Autres immobilisations corporelles	39 081	33 981	5 099	6 754
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 425		1 425	975
ACTIF IMMOBILISE	392 784	193 629	199 155	199 197
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	39 643		39 643	16 313
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 746 121	137 170	4 608 951	3 699 321
Autres créances	4 928 494		4 928 494	2 684 376
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	15 204		15 204	
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 370		4 370	29 811
ACTIF CIRCULANT	9 733 831	137 170	9 596 662	6 429 822
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	10 126 615	330 799	9 795 816	6 629 019

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 200 000)	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	20 000	6 820
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	404 889	129 588
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	45 935	418 481
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	670 824	754 889
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	207 144	228 982
Provisions pour charges	338 844	331 162
PROVISIONS ,	545 987	560 144
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		81 054
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	66 823	119 012
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 733 257	2 302 558
Dettes fiscales et sociales	1 602 914	1 536 820
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 749	3 664
Autres dettes	1 035 411	426 871
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 137 850	844 006
DETTES	8 579 005	5 313 987
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	9 795 816	6 629 019

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 000	540
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			99 162	335 164
Autres produits			88 825	134 408
PRODUITS D'EXPLOITATION			21 182 997	17 900 940
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			5 268 676	3 834 406
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			9 306 096	7 441 201
Impôts, taxes et versements assimilés			271 224	290 371
Salaires et traitements			4 412 817	4 188 222
Charges sociales			1 625 808	1 711 433
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			41 144	38 215
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 250	598
Dotations aux provisions			57 349	41 765
Autres charges			93 106	166 199
CHARGES D'EXPLOITATION			21 077 470	17 712 410
RESULTAT D'EXPLOITATION			105 527	188 530
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			150 090	24 149
Perte supportée ou bénéfice transféré			193 515	
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			925	17 019
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			925	17 019
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			12 155	94
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			12 155	94
RESULTAT FINANCIER			-11 230	16 924
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			50 872	229 603

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		16 491
Produits exceptionnels sur opérations en capital		583
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	46 634	24 664
PRODUITS EXCEPTIONNELS	46 634	41 738
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 237	17 105
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		727
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	46 634	19 080
CHARGES EXCEPTIONNELLES	51 871	36 911
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 237	4 827
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-300	-184 051
TOTAL DES PRODUITS	21 380 646	17 983 846
TOTAL DES CHARGES	21 334 712	17 565 365
BENEFICE OU PERTE	45 935	418 481

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – CLEVIA EST est une SAS au capital de 200 000 euros.

Elle a pour objet, en France et à l'étranger, dans le domaine de l'énergie, de réaliser des travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evènements significatifs de l'exercice

Néant.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Opérations faites en commun

Les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels quelque soit le pourcentage de détention. La quote-part de résultat revenant aux associés non gérants est comptabilisée dans les rubriques "bénéfice transféré" ou "perte transférée".

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées de l'année en cours sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéfiques, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	161 255		6 120
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	161 255		6 120
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	23 034		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	127 809		34 061
Installations générales, agenc., aménag.	10 007		
Matériel de transport	4 258		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	24 344		471
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	189 452		34 532
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	975		500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	975		500
TOTAL GENERAL	351 682		41 152

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			167 375	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			167 375	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			23 034	
Installations techn., matériel et outillages ind.			161 870	
Installations générales, agencements divers			10 007	
Matériel de transport			4 258	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			24 815	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			223 984	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		50	1 425	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		50	1 425	
TOTAL GENERAL		50	392 784	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	56 317		8 688		65 005
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 317		8 688		65 005
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	9 054		2 303		11 357
Installations techniques, matériel et outillage industriels	55 260		28 026		83 286
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 011		727		9 738
Matériel de transport	3 437		221		3 657
Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 407		1 179		20 586
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	96 168		32 456		128 624
TOTAL GENERAL	152 485		41 144		193 629

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	23 555					23 555
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	536 589		103 983	111 639	6 500	522 433
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	560 144		103 983	111 639	6 500	545 987
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	136 023		1 250		103	137 170
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	136 023		1 250		103	137 170
TOTAL GENERAL	696 167		105 233	111 639	6 603	683 157
Dotations et reprises d'exploitation			58 599	99 162		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			46 634	19 080		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 425	1 425	
Clients douteux ou litigieux	164 235	164 235	
Autres créances clients	4 581 886	4 581 886	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 544	16 544	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 907	2 907	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	182 985	182 985	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	3 945 378	3 945 378	
Débiteurs divers	780 680	780 680	
Charges constatées d'avance	4 370	4 370	
TOTAL GENERAL	9 680 409	9 680 409	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 733 257	4 733 257		
Personnel et comptes rattachés	161 569	161 569		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	310 758	310 758		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 106 603	1 106 603		
Etat : obligations cautionnées	-			
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	23 984	23 984		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 749	2 749		
Groupe et associés	892 554	892 554		
Autres dettes	142 857	142 857		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 137 850	1 137 850		
TOTAL GENERAL	8 512 182	8 512 182		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	716 996,24
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	93 492,32
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	216 232,31
TOTAL CHARGES A PAYER	1 026 720,87

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	4 369,59
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 369,59
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-1 137 850,03
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-1 137 850,03

Libellé	31/12/2019
TOTAL	2 925 028,21
TOTAL	2 925 028,21
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 493 708,14
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	431 320,07
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 925 028,21

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 000			100

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Travaux	17 830 763	2 500	17 833 263	15 851 332
Prestations de services				
Produits accessoires	3 160 746		3 160 746	1 579 496
Total	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	200 000			6 820	129 588	418 481		754 889
Affectation de l'exercice				13 180	275 301	-288 481		
Distribution de l'exercice						-130 000		-130 000
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						45 935		45 935
Situation clôture de l'exercice	200 000			20 000	404 889	45 935		670 824

Nature des charges	Montant
PENALITES SUR MARCHES	4 748
PENALITES ET AMENDES	489
PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	46 634

TOTAL	51 871
-------	--------

Nature des produits	Montant
PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	19 080
TRANSFERT DE CHARGES DES PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	27 554

TOTAL	46 634
-------	--------

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	367 000	
Avals et cautions	3 776 000	641 000
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	377 658	
	<i>dont Loyers</i>	
	<i>Autres</i>	
	377 658	

	Effectifs
Cadres	26
Agent de maîtrise, technicien	59
Ouvriers	39
Total	124

**Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société**

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFPAGE 3-7 PLACE DE L'EUROPE 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	Société Anonyme	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2009. La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale. En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2019 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 3 790 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe. La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2019 pour un montant de 58 932 €.

Evènements post-clôture

Avec la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars 2020 pour lutter contre la propagation du coronavirus en France, l'activité 2020 de la société est impactée par la crise sanitaire qui a occasionné la suspension de certains chantiers le temps de revoir l'organisation du travail. La société s'est attachée en priorité à la maîtrise des risques principaux, à savoir la sécurité sanitaire de ses salariés et de façon générale des intervenants sur ses sites d'activité ainsi que la continuité opérationnelle des activités essentielles dont elle a la charge. L'ampleur dépendra de la durée de confinement, de son évolution ainsi que des restrictions éventuelles qui s'en suivront. La reprise de nos activités sera progressive, en fonction des typologies d'activités ou d'ouvrages et de leur caractère prioritaire.

La société est une filiale du groupe Eiffage, qui dispose d'une structure financière solide.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.


CERTIFIE CONFORME

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLELIA EST

Société par actions simplifiée au capital de 200 000 €

Siège social :

ZI Ouest – 5 avenue des Erables

54180 HEILLECOURT

340 023 225 RCS NANCY

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 26 MAI 2020

Procès-Verbal

L'an deux mille vingt,
Le vingt-six mai,

Monsieur Arnaud PERETMERE,

Agissant en qualité de Directeur Général de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, SAS au capital de 92 616 272 €, ayant son siège social sis 3-7 place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY, immatriculée sous le numéro 775 673 031 au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES,

Associé Unique de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES- CLELIA EST;

La société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire, ayant été régulièrement informée.

A préalablement déclaré ce qui suit :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Monsieur Arnaud PERETMERE, Représentant légal de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - REGIONS FRANCE, Présidente.

Et a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Il approuve en outre le montant global des dépenses et charges non déductibles fiscalement, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts, s'élevant à 17 815 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019, ainsi que le montant de l'impôt supporté au titre de ces dépenses, soit, 5 938 €.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve l'affectation des résultats proposée par le Président.

En conséquence, il décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 45 934,85 €, augmenté du report à nouveau antérieur s'élevant à 404 888,85 €, soit un bénéfice distribuable de 450 823,70 €, comme suit :

Bénéfice distribuable de l'exercice 2019	450 823,70 €
Affectation au compte « Autres réserves »	- 450 823,70 €
Solde	0,00 €

En conséquence, il ne sera distribué aucun dividende et le solde du compte « 'Autres réserves » passera de 0 € à 450 823,70 €.

L'Associé Unique prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	Nombre d'actions	Distribution globale	Dont éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI	Non éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI
Du 01/01/2016 au 31/12/2016	2 000	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Du 01/01/2017 au 31/12/2017	2 000	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Du 01/01/2018 au 31/12/2018	2 000	130 000,00 €	0,00 €	130 000,00 €

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte qu'aucune convention visée par l'article L. 227-10 et suivants du Code de commerce, n'est intervenue au cours de l'exercice 2019.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et pris acte du fait que les mandats de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT, Commissaire aux comptes titulaire, et de Madame Anik CHAUMARTIN, Commissaire aux comptes suppléant, arrivent à expiration à l'issue de la présente Décision, décide :

- de ne pas renouveler leurs mandats,
- de nommer, dans le cadre d'un audit classique, la société MAZARS sise Tour Exaltis - 61 rue Henri Regnault 92400 COURBEVOIE, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la Décision qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- conformément aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce, de ne pas procéder à la nomination d'un Commissaire aux comptes suppléant.

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte et approuver le fait que, pour faciliter et optimiser la gestion de trésorerie de la Branche ENERGIE SYSTEMES du Groupe EIFFAGE, il a été mis en place un système consistant à centraliser la trésorerie des filiales de la Branche sur un compte ouvert dans les livres des banques au nom de la société centralisatrice EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - PARTICIPATIONS, étant rappelé que cette convention a été conclue aux conditions normales du marché.



Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il est établi le présent procès-verbal qui sera répertorié dans le registre tenu à cet effet.

**Pour la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES -
REGIONS FRANCE,**
Le Directeur Général, Arnaud PERETMERE

EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA EST

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Associé unique
EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA EST
5 Avenue des Erables
Zone Industrielle Ouest
54180 HEILLECOURT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES - CLEVIA EST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 31 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et principes comptables

Votre société applique la méthode dite de l'avancement pour l'enregistrement du chiffre d'affaires et du résultat des chantiers réalisés, tel qu'exposé en annexe. Nous nous sommes assurés de la correcte application de cette méthode par la revue des procédures existant au sein de la société, l'examen des données de gestion par chantier et la mise en œuvre des revues, avec les responsables financiers et opérationnels, de contrats significatifs.

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité, et en particulier les risques sur chantiers. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 31 mars 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-Romain Bardez

EES - CLEVIA EST

5 AVENUE DES ERABLES

54180 HEILLECOURT

Annexe aux comptes au 31/12/2019



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	43 528	41 947	1 581	4 149
Fonds commercial	123 847	23 058	100 789	100 789
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	23 034	11 357	11 677	13 980
Installations techniques, matériel, outillage	161 870	83 286	78 584	72 550
Autres immobilisations corporelles	39 081	33 981	5 099	6 754
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 425		1 425	975
ACTIF IMMOBILISE	392 784	193 629	199 155	199 197
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	39 643		39 643	16 313
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 746 121	137 170	4 608 951	3 699 321
Autres créances	4 928 494		4 928 494	2 684 376
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	15 204		15 204	
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	4 370		4 370	29 811
ACTIF CIRCULANT	9 733 831	137 170	9 596 662	6 429 822
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	10 126 615	330 799	9 795 816	6 629 019

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 200 000)	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	20 000	6 820
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	404 889	129 588
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	45 935	418 481
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	670 824	754 889
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	207 144	228 982
Provisions pour charges	338 844	331 162
PROVISIONS	545 987	560 144
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		81 054
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	66 823	119 012
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 733 257	2 302 558
Dettes fiscales et sociales	1 602 914	1 536 820
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 749	3 664
Autres dettes	1 035 411	426 871
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	1 137 850	844 006
DETTES	8 579 005	5 313 987
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	9 795 816	6 629 019

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 000	540
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			99 162	335 164
Autres produits			88 825	134 408
PRODUITS D'EXPLOITATION			21 182 997	17 900 940
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			5 268 676	3 834 406
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			9 306 096	7 441 201
Impôts, taxes et versements assimilés			271 224	290 371
Salaires et traitements			4 412 817	4 188 222
Charges sociales			1 625 808	1 711 433
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			41 144	38 215
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 250	598
Dotations aux provisions			57 349	41 765
Autres charges			93 106	166 199
CHARGES D'EXPLOITATION			21 077 470	17 712 410
RESULTAT D'EXPLOITATION			105 527	188 530
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			150 090	24 149
Perte supportée ou bénéfice transféré			193 515	
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			925	17 019
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			925	17 019
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			12 155	94
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			12 155	94
RESULTAT FINANCIER			-11 230	16 924
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			50 872	229 603

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		16 491
Produits exceptionnels sur opérations en capital		583
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	46 634	24 664
PRODUITS EXCEPTIONNELS	46 634	41 738
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 237	17 105
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		727
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	46 634	19 080
CHARGES EXCEPTIONNELLES	51 871	36 911
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-5 237	4 827
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-300	-184 051
TOTAL DES PRODUITS	21 380 646	17 983 846
TOTAL DES CHARGES	21 334 712	17 565 365
BENEFICE OU PERTE	45 935	418 481

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES – CLEVIA EST est une SAS au capital de 200 000 euros.

Elle a pour objet, en France et à l'étranger, dans le domaine de l'énergie, de réaliser des travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Evènements significatifs de l'exercice

Néant.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement définie par les articles 622-2 à 622-7 du PCG est appliquée à tous les chantiers de la société.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces provisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées lorsque leur perception est jugée hautement probable.

Opérations faites en commun

Les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels quelque soit le pourcentage de détention. La quote-part de résultat revenant aux associés non gérants est comptabilisée dans les rubriques "bénéfice transféré" ou "perte transférée".

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées de l'année en cours sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéficiaires, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	161 255		6 120
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	161 255		6 120
Terrains			
		Dont composants	
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	23 034		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	127 809		34 061
Installations générales, agenc., aménag.	10 007		
Matériel de transport	4 258		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	24 344		471
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	189 452		34 532
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	975		500
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	975		500
TOTAL GENERAL	351 682		41 152

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			167 375	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			167 375	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			23 034	
Installations techn., matériel et outillages ind.			161 870	
Installations générales, agencements divers			10 007	
Matériel de transport			4 258	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			24 815	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			223 984	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		50	1 425	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		50	1 425	
TOTAL GENERAL		50	392 784	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	56 317		8 688		65 005
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 317		8 688		65 005
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	9 054		2 303		11 357
Installations techniques, matériel et outillage industriels	55 260		28 026		83 286
Installations générales, agenc. et aménag. divers	9 011		727		9 738
Matériel de transport	3 437		221		3 657
Matériel de bureau et informatique, mobilier	19 407		1 179		20 586
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	96 168		32 456		128 624
TOTAL GENERAL	152 485		41 144		193 629

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	23 555					23 555
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	536 589		103 983	111 639	6 500	522 433
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	560 144		103 983	111 639	6 500	545 987
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	136 023		1 250		103	137 170
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	136 023		1 250		103	137 170
TOTAL GENERAL	696 167		105 233	111 639	6 603	683 157
Dotations et reprises d'exploitation			58 599	99 162		
Dotations et reprises financières						
Dotations et reprises exceptionnelles			46 634	19 080		
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 425	1 425	
Clients douteux ou litigieux	164 235	164 235	
Autres créances clients	4 581 886	4 581 886	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	16 544	16 544	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 907	2 907	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	182 985	182 985	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	3 945 378	3 945 378	
Débiteurs divers	780 680	780 680	
Charges constatées d'avance	4 370	4 370	
TOTAL GENERAL	9 680 409	9 680 409	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 733 257	4 733 257		
Personnel et comptes rattachés	161 569	161 569		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	310 758	310 758		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 106 603	1 106 603		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	23 984	23 984		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 749	2 749		
Groupe et associés	892 554	892 554		
Autres dettes	142 857	142 857		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 137 850	1 137 850		
TOTAL GENERAL	8 512 182	8 512 182		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2019
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	716 996,24
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	93 492,32
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	216 232,31
TOTAL CHARGES A PAYER	1 026 720,87

Charges et produits constatés
d'avance

Libellé	31/12/2019
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	4 369,59
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	4 369,59
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-1 137 850,03
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-1 137 850,03

Libellé	31/12/2019
TOTAL	2 925 028,21
TOTAL	2 925 028,21
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 493 708,14
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	431 320,07
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 925 028,21

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 000			100

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018
Travaux	17 830 763	2 500	17 833 263	15 851 332
Prestations de services				
Produits accessoires	3 160 746		3 160 746	1 579 496
Total	20 991 510	2 500	20 994 010	17 430 828

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	200 000			6 820	129 588	418 481		754 889
Affectation de l'exercice				13 180	275 301	-288 481		
Distribution de l'exercice						-130 000		-130 000
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						45 935		45 935
Situation clôture de l'exercice	200 000			20 000	404 889	45 935		670 824

Nature des charges	Montant
PENALITES SUR MARCHES	4 748
PENALITES ET AMENDES	489
PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	46 634

TOTAL 51 871

Nature des produits	Montant
PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	19 080
TRANSFERT DE CHARGES DES PROVISIONS POUR PERTES SUR ATTRIBUTION DE VALEURS DE CAPITAUX GROUPE	27 554

TOTAL 46 634

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	367 000	
Avals et cautions	3 776 000	641 000
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	377 658	
<i>dont Loyers</i>	377 658	
<i>Autres</i>		

	Effectifs
Cadres	26
Agent de maîtrise, technicien	59
Ouvriers	39
Total	124

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 PLACE DE L'EUROPE 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	Société Anonyme	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2009.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2019 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 3 790 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

Médailles du Travail

L'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2019 pour un montant de 58 932 €.

Evènements post-clôture

Avec la décision de confinement prise par le gouvernement le 16 mars 2020 pour lutter contre la propagation du coronavirus en France, l'activité 2020 de la société est impactée par la crise sanitaire qui a occasionné la suspension de certains chantiers le temps de revoir l'organisation du travail. La société s'est attachée en priorité à la maîtrise des risques principaux, à savoir la sécurité sanitaire de ses salariés et de façon générale des intervenants sur ses sites d'activité ainsi que la continuité opérationnelle des activités essentielles dont elle a la charge. L'ampleur dépendra de la durée de confinement, de son évolution ainsi que des restrictions éventuelles qui s'en suivront. La reprise de nos activités sera progressive, en fonction des typologies d'activités ou d'ouvrages et de leur caractère prioritaire.

La société est une filiale du groupe Eiffage, qui dispose d'une structure financière solide.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.